

## **Bilan (1) : Monde, le AAA qui s'en va**

*La fin de l'année, c'est l'heure des bilans. Aujourd'hui, celui de l'économie mondiale. Avec ce titre mystérieux : la perte du triple A ! Pas si mystérieux, en fait. La fin du triple A, ce n'est pas seulement un clin d'œil à l'actualité. Au fond, quelles ont été les grandes lignes de force de l'économie cette année ? La plus évidente est le ralentissement de la croissance, brutal en Europe, avec une récession, réel dans les autres pays développés, léger dans les pays émergents. Mais au-delà, trois A se sont plus ou moins évanouis cette année : le A de l'autorité politique, un A d'Apple et un A pour l'Atome...*

- 1. Une des clés de 2011, c'est la perte d'Autorité (A) des responsables politiques sur les événements économiques. Avec les excès de dettes, les marchés ont "pris le pouvoir" en Europe - entre guillemets parce qu'il leur a été laissé -, les Etats servant tour à tour de gibier. Les démocraties ont un mal fou à réformer un capitalisme financier mondial peu lisible, et cela se voit comme les yeux au milieu de la figure. Les gouvernements, eux, se débattent dans leurs échéances électorales et leurs divisions. Aux Etats-Unis, Barack Obama est empêtré par sa cohabitation avec le Congrès. En Europe, les sommets se succèdent aux sommets et les décisions arrivent trop lentement. Perte d'autorité.*
- 2. La mort de Steve Jobs, le patron d'Apple, début octobre a été l'événement phare de l'année dans le monde des entreprises et de la consommation. Et pose la question de l'avenir d'Apple sans son icône autocrate. 2011 a été encore une année incroyable pour la firme à la pomme, dont la capitalisation boursière est sur la seconde marche du podium mondial et dont le chiffre d'affaires dépasse les 100 milliards de dollars. Son I-phone s'est vendu en quatre ans à 75 millions d'exemplaires et sa tablette, l'I-Pad, à 32 millions en dix-huit mois ! Apple, symbole d'innovation et d'une personnalité qui peuvent changer le cours des choses. C'est donc encore possible...*
- 3. La catastrophe de Fukushima, vingt-cinq ans après Tchernobyl, a été un choc pour l'Atome. Elle a eu lieu dans une démocratie, réputée pour sa technologie et a été suivie en direct dans le monde entier. Depuis, l'Allemagne et la Suisse ont accéléré leur sortie de l'atome, l'Italie n'y reviendra pas et la Belgique fermera ses centrales dès 2015. Même en France, le tabou est tombé : pour la première fois, le PS, veut fermer des centrales. C'est un tournant, mais on ne sait pas encore si c'est vers une impasse parce que les énergies de substitution sont soit très polluantes, soit encore largement insuffisantes. Bref, l'atome est fragilisé.*

*Conclusion de ce triple A ? Il n'y en a pas, j'ai mentionné des faits marquants. Peut-être peut-on néanmoins, pour s'interroger sur le basculement du monde, paraphraser de façon un peu provocante une formule de François Mitterrand en 1982, qui avait dit aux Allemands qui manifestaient contre l'installation d'armes américaines sur leur sol : les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles (soviétiques) à l'Est. Eh bien, osons : aujourd'hui, les indignés et les déficits sont au Nord, les emplois et les excédents à l'Est et au Sud ;-)*

## **Bilan (2) : Euro, le AAA qui arrive**

*Poursuite du bilan économique de 2011 commencé mercredi, toujours sous le regard du triple A. Sur l'Europe aussi, continent en plein burn-out et où les pratiquants ne sont pas assez croyants, on peut parler d'un AAA.*

*4 février 2011, 11 mars, 25 mars, 24 juin, 21 juillet, 23 octobre, 9 décembre et 30 janvier 2012... Ce sont les dates des sommets européens consacrés, absolument tous, au sauvetage de la zone euro. Il y en a eu, parce que je ne les ai pas tous cités (certains ont été dédoublés), dix. L'Europe, en 2011, n'aura parlé que de l'euro et, effectivement, sous le triple signe de l'Alerte rouge, de l'Allemagne et de ... l'Accouchement.*

*L'Alerte rouge, c'est le niveau de danger auquel nous en sommes encore, même si la température a baissé un peu. Après dix sommets, la confiance n'est toujours pas là sur la capacité des Européens à sauver l'un des leurs. Avant la crise, on croyait que la zone euro était devenue une grande Allemagne. Aujourd'hui, elle donne l'impression d'être une grande Grèce.*

- 1. La stratégie est de réduire les déficits le plus vite possible pour tourner la page, mais avec un risque d'une spirale dépressive. Très ennuyeux, l'Europe reste coupée en deux sur le plan de la compétitivité, avec les pays du Nord, rassurants, et les pays du Sud, inquiétants, la France hésitant entre les deux. L'avenir de l'euro se joue sur la façon de solder les forces centrifuges passées et sur la capacité à installer des forces centripètes qui rapprochent les économies.*
- 2. Le A de Allemagne, deuxième A, ... Première puissance économique du continent, elle est devenue en 2011 le pivot politique de l'Europe. Sa situation économique lui en donne le droit : croissance autour de 3% cette année et peut-être pas de récession en 2012. Les déficits publics sont faibles, le chômage aussi, à moins de 7% de la population. Tout n'est pas rose, le modèle a des faiblesses connues (démographie), mais Berlin est en forme.*

*Angela Merkel est du coup en pole position en Europe pour imposer la rigueur. Cela ne lui donne pas la science infuse et ne l'empêche pas de commettre des erreurs comme l'implication des créanciers privés de la Grèce – pour des raisons morales. Mais 2011 a montré que l'Allemagne tient à l'euro.*

3. *Le difficile Accouchement de la nouvelle Europe est le dernier A. On a hésité toute l'année entre deux thèses : l'Europe s'enfonce ou l'Europe se renforce. D'un accouchement difficile, peut-il naître un superbe bébé ? C'est la thèse de Bernard Guetta (éditorialiste sur France Inter), qui note les progrès réalisés par exemple sur la gouvernance économique. On a envie d'y croire. Mais l'accouchement d'une vraie envie d'euro est difficile. On se souvient de l'annonce à renforts de trompettes qu'il y aurait une réunion des chefs d'Etat de la seule zone euro une fois par mois. Aux dernières nouvelles, c'est enterré. L'euro, un paradoxe : les pratiquants ne sont pas assez croyants !*

23/12/2011 | 07:00 | Dominique Seux | Les Echos

### **Bilan (3) : France, triple zéro**

**Après l'économie mondiale et la zone euro, voilà le bilan 2011 pour la France. Oubliés le triple A, place à un triple... zéro !**

2011 a été encore une année exceptionnelle pour la France, qui ne se résume pas au niveau de la croissance (1,6%, finalement pas mal), à celui des déficits publics (5,7% du PIB, médiocre), du chômage (plus de 9%, mauvais) et au déficit du commerce extérieur (75 milliards d'euros, très mauvais). Cette année, les Français auront successivement craint que leur banque s'effondre, que l'euro éclate, que les centrales nucléaires se fissurent, que la guerre en Libye les entraîne on ne sait où et de ne pouvoir plus aller en vacances en Tunisie !

**Face à cette accumulation, on est choqué – quitte à avoir la dent dure - par le degré zéro du débat public, la tentation de la zéro prise en compte de la réalité et, malgré tout, par le fait qu'il y ait eu zéro catastrophe.**

1. **Le zéro du débat public...** Ce qui frappe, c'est l'impossibilité d'avoir un minimum de consensus sur des grands enjeux quand l'avenir du continent européen se joue, quand une seconde récession est possible. Euro, budget, impôts, compétitivité : tout a été, est, sujet à polémiques, petites phrases, invectives, tout est vu en fonction de la présidentielle dont on parle matin, midi et soir depuis deux ans.  
Le seul vote consensuel UMP-PS ? Jeudi, sur le génocide arménien de 1915 ! Deux exemples économiques navrants : Nicolas Sarkozy fustige les 35 heures tous les deux mois alors que la droite gouverne depuis dix ans ; François Hollande souhaite presque ouvertement l'échec du couple Merkozy pour garder chaude la place de Merk-Hollande. Pas brillant
2. **Zéro sur la réalité.** Sur les finances publiques et la situation économique, il y a en France un déni qui commence seulement à se lever. Sur les finances publiques, il y a un mythe du trésor caché. Les Français ont le sentiment qu'il y a, quelque part, de l'argent caché qui évitera d'augmenter les impôts ou de baisser les dépenses. Les riches, les pauvres, les grandes entreprises, les banques, sont tour à tour montrés du doigt. Les grands partis de gouvernement commencent à reconnaître qu'il n'y aura pas de miracle, que tout le monde devra participer. C'est bien tard ! Sur l'économie, un seul exemple de déni : le taux de marge des entreprises hors CAC40 ne cesse de baisser. Qui le dit ?
3. **Zéro catastrophe.** Il doit être expliqué puisque, évidemment, la situation est insupportable pour ceux qui ont perdu leur activité, leur emploi ou des revenus. Mais, cette année, aucune banque ne s'est finalement écroulée (sauf Dexia, très spécialisée), l'économie tourne (même au ralenti) et, selon l'Insee, le pouvoir d'achat a (en moyenne) vraiment progressé ces dernières années. Même en 2009, année de profonde récession, les salaires augmentent. C'est une situation qui contraste par rapport à l'ambiance plus noire que noire qui a dominé toute l'année ; c'est aussi atypique par rapport à la plupart de nos voisins. Et comme 2012 est encore flou, c'est donc un zéro qu'il fallait lui aussi pointer.